

4° le point 11 est remplacé par la disposition suivante :

"11. Etablissement d'élevage, soit :

i) l'établissement élevant des volailles de reproduction, c'est-à-dire l'établissement dont l'activité consiste à élever des volailles de reproduction avant le stade de la reproduction;

ii) l'établissement élevant des volailles de rente, c'est-à-dire l'établissement dont l'activité consiste à élever des volailles pondeuses avant le stade de la ponte;"

5° un point 14 est inséré, rédigé comme suit :

"14. abattage sanitaire : l'opération sanitaire qui consiste à détruire, en s'entourant de toutes les garanties sanitaires nécessaires, y compris la désinfection, de toutes les volailles et produits atteints ou suspects de contamination".

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur Belge*.

Art. 3. Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 septembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

4° punt 11 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"11. Opfokbedrijf :

i) ofwel een opfokbedrijf voor fokpluimvee, d.w.z. een inrichting die zich toelegt op het opfokken van fokpluimvee tot het voortplantingsstadium;

ii) ofwel een opfokbedrijf voor gebruikspluimvee, d.w.z. een inrichting, die zich toelegt op het opfokken van legkippen tot het legstadium;"

5° een punt 14 wordt ingevoegd luidend als volgt :

"14. ruimen : sanitaire actie, waarbij met inachtneming van de nodige gezondheidsmaatregelen, ontsmetting inbegrepen, wordt overgegaan tot vernietiging van alle pluimvee en producten die zijn aangetast of die van besmetting worden verdacht".

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag, waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 september 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 97 — 2129

[C - 97/3481]

14 SEPTEMBRE 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif à l'organisation du marché secondaire hors bourse des obligations linéaires, des titres scindés et des certificats de trésorerie

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la directive 93/22/CEE du Conseil du 10 mai 1993 concernant les services d'investissement dans le domaine des valeurs mobilières;

Vu la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, notamment les articles 2, § 4, 30 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif à l'organisation du marché secondaire hors bourse des obligations linéaires, des titres scindés et des certificats de trésorerie;

Vu l'avis de la Commission bancaire et financière;

Vu l'avis du Comité du Fonds des Rentes;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le cahier des charges des primary dealers en valeurs du Trésor libellées en francs belges a été modifié à dater du 1^{er} mai 1997;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter d'urgence le champ d'application de l'arrêté précité du 22 décembre 1995 pour le mettre en concordance avec cette modification de statut;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif à l'organisation du marché secondaire hors bourse des obligations linéaires, des titres scindés et des certificats de trésorerie, le 7° et le 8° sont remplacés par le texte suivant :

« 7° intermédiaire : tout membre du marché visé à l'article 2. »

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 97 — 2129

[C - 97/3481]

14 SEPTEMBER 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 1995 betreffende de organisatie van de secundaire buiten-beursmarkt van de lineaire obligaties, de gesplitste effecten en de schatkistcertificaten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de richtlijn 93/22/EEG van de Raad van 10 mei 1993 inzake het verrichten van diensten op het gebied van beleggingen in effecten;

Gelet op de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, inzonderheid op de artikelen 2, § 4, 30 en volgende;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 1995 betreffende de organisatie van de secundaire buiten-beursmarkt van de lineaire obligaties, de gesplitste effecten en de schatkistcertificaten;

Gelet op het advies van de Commissie voor het Bank- en Financie-wezen;

Gelet op het advies van het Comité van het Rentenfonds;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid ;

Overwegende dat het lastenkohier van de primary dealers in Schatkistwaarden uitgedrukt in franken gewijzigd is sedert 1 mei 1997;

Overwegende dat er reden toe is om het toepassingsgebied van voormeld besluit van 22 december 1995 onverwijld aan te passen om het in overeenstemming te brengen met deze statuutwijziging;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 december 1995 betreffende de organisatie van de secundaire buiten-beursmarkt van de lineaire obligaties, de gesplitste effecten en de schatkistcertificaten, worden 7° en 8° vervangen door de volgende tekst :

« 7° bemiddelaar : ieder lid van de markt bedoeld in artikel 2. »

Art. 2. L'article 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Le présent arrêté régleme le marché des transactions sur obligations linéaires, sur titres scindés et sur certificats de trésorerie énumérées ci-après :

1° les transactions que les membres du marché effectuent entre eux en nom propre, soit directement soit à l'intervention d'une ou de plusieurs personnes intervenant comme courtier ou mandataire, à l'exception toutefois des transactions que ces membres sont expressément convenus d'effectuer en dehors du marché organisé par le présent arrêté;

2° les transactions qu'un membre du marché et une personne résidant habituellement ou établie en Belgique qui n'est pas membre du marché effectuent entre eux en nom propre, soit directement soit à l'intervention d'une ou de plusieurs personnes intervenant comme courtier ou mandataire, à l'exception toutefois des transactions que les deux parties agissant en nom propre sont expressément convenues d'effectuer en dehors du marché organisé par le présent arrêté;

3° les transactions qu'un membre du marché et une personne qui ne réside pas habituellement ou qui n'est pas établie en Belgique et qui n'est pas membre du marché effectuent entre elles en nom propre, soit directement soit à l'intervention d'une ou plusieurs personnes intervenant comme courtier ou mandataire, dans la mesure où la partie agissant en nom propre qui n'est pas membre du marché a convenu d'effectuer ces transactions sur le marché organisé par le présent arrêté;

4° les transactions que deux personnes résidant habituellement ou établies en Belgique et qui ne sont pas membres du marché effectuent entre elles en nom propre à l'intervention d'un ou plusieurs membres du marché agissant comme courtier ou mandataire, à l'exception toutefois des transactions que les deux parties agissant en nom propre sont expressément convenues d'effectuer en dehors du marché organisé par le présent arrêté;

5° sans préjudice de l'application de l'article 37 de la loi, les transactions que deux personnes qui ne sont pas membres du marché et dont l'une au moins ne réside pas habituellement ou n'est pas établie en Belgique effectuent entre elles en nom propre, à la double condition qu'un ou plusieurs membres du marché interviennent comme courtier ou mandataire d'une part et que les parties agissant en nom propre soient convenues d'autre part d'effectuer ces transactions sur le marché organisé par le présent arrêté ».

Art. 3. Un article *2bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. *2bis*. § 1^{er}. Sont membres de plein droit du marché visé à l'article 2 :

1° les entreprises d'investissement visées au livre II, titre II de la loi;

2° les succursales établies en Belgique des entreprises d'investissement visées au livre II, titres III et IV de la loi;

3° les établissements visés à l'article 2, 3°, a) à c) de la loi.

§ 2. Les établissements de crédit et les entreprises d'investissement établis dans un autre Etat membre de l'Union européenne peuvent devenir membres du marché visé à l'article 2 sur simple notification de leur part.

§ 3. Les autres établissements de crédit et entreprises d'investissement peuvent devenir membres du marché visé à l'article 2 sur demande motivée de leur part et moyennant respect des conditions fixées par le règlement visé à l'article 4.

§ 4. La notification visée au § 2 et la demande visée au § 3 emportent adhésion à l'ensemble des règles applicables au marché visé par l'article 2.

§ 5. L'adhésion à un cahier des charges visé à l'article 8, alinéa 3 imposant d'être membre du marché visé à l'article 2 vaut la notification visée au § 2.

§ 6. Les membres du marché sont omis de la liste des membres du marché sur simple demande de leur part ».

Art. 4. Un article *2ter*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. *2ter*. § 1^{er}. La notification visée à l'article *2bis*, § 2 et la demande visée à l'article *2bis*, § 6, doivent être adressées au Président du Comité par lettre recommandée ou avec accusé de réception. Elles prennent effet à la date fixée par le Comité et au plus tard 8 jours ouvrables bancaires après la date de leur réception par le Président du Comité.

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 2. Dit besluit regelt de markt van de hierna opgesomde transacties in lineaire obligaties, gesplitste effecten en schatkistcertificaten :

1° de transacties die de leden van de markt onderling in eigen naam uitvoeren, hetzij rechtstreeks hetzij met de tussenkomst van één of meerdere personen die optreden als makelaar of lasthebber, met uitzondering evenwel van de transacties waarvoor deze leden uitdrukkelijk overeengekomen zijn om ze uit te voeren buiten de markt georganiseerd door dit besluit;

2° de transacties die een lid van de markt en een persoon, die gewoonlijk in België verblijft of er gevestigd is en die geen lid is van de markt, onderling in eigen naam uitvoeren, hetzij rechtstreeks, hetzij met de tussenkomst van één of meerdere personen die optreden als makelaar of lasthebber, met uitzondering evenwel van de transacties waarvoor de beide partijen, die in eigen naam handelen, uitdrukkelijk overeengekomen zijn om ze uit te voeren buiten de markt georganiseerd door dit besluit;

3° de transacties die een lid van de markt en een persoon, die gewoonlijk niet in België verblijft of er niet gevestigd is en die geen lid is van de markt, onderling in eigen naam uitvoeren, hetzij rechtstreeks, hetzij met de tussenkomst van één of meerdere personen die optreden als makelaar of lasthebber, in de mate dat de partij, die in eigen naam handelt, en die geen lid is van de markt, het er mee eens is om deze transacties uit te voeren op de markt georganiseerd door dit besluit;

4° de transacties die twee personen, die gewoonlijk in België verblijven of er gevestigd zijn en die geen lid zijn van de markt, onderling in eigen naam uitvoeren met de tussenkomst van één of meerdere leden van de markt die optreden als makelaar of lasthebber, met uitzondering evenwel van de transacties waarvoor de beide partijen, die in eigen naam handelen, uitdrukkelijk overeengekomen zijn om ze uit te voeren buiten de markt georganiseerd door dit besluit;

5° zonder afbreuk te doen aan de toepassing van artikel 37 van de wet, de transacties die twee personen, die geen lid zijn van de markt en waarvan er ten minste één gewoonlijk niet in België verblijft of er gevestigd is, onderling in eigen naam uitvoeren, met de dubbele voorwaarde dat enerzijds één of meerdere leden van de markt optreden als makelaar of lasthebber, en dat anderzijds de beide partijen, die in eigen naam handelen, overeengekomen zijn om deze transacties uit te voeren op de markt georganiseerd door dit besluit ».

Art. 3. Een artikel *2bis*, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. *2bis*. § 1. Zijn van rechtswege lid van de markt bedoeld door artikel 2 :

1° de beleggingsondernemingen bedoeld door boek II, titel II van de wet;

2° de in België gevestigde bijkantoren van de beleggingsondernemingen bedoeld door boek II, titels III en IV van de wet;

3° de instellingen bedoeld door artikel 2, 3°, a) tot en met c) van de wet.

§ 2. De kredietinstellingen en de beleggingsondernemingen gevestigd in een andere Lid-Staat van de Europese Unie kunnen door eenvoudige kennisgeving van hun kant lid worden van de markt bedoeld in artikel 2.

§ 3. De andere kredietinstellingen en beleggingsondernemingen kunnen lid worden van de markt bedoeld in artikel 2 op hun gemotiveerd verzoek en mits zij de voorwaarden vastgesteld door het reglement bedoeld in artikel 4 naleven.

§ 4. De kennisgeving bedoeld in de § 2 en het verzoek bedoeld in § 3 brengen de aanvaarding mee van het geheel van de regels die van toepassing zijn op de markt bedoeld in artikel 2.

§ 5. De aanvaarding van een lastenkohier, bedoeld in artikel 8, lid 3, dat het lidmaatschap van de markt bedoeld in artikel 2 oplegt, geldt als kennisgeving bedoeld in § 2.

§ 6. De leden van de markt worden op hun eenvoudig verzoek geschrapt van de lijst van de leden van de markt ».

Art. 4. Een artikel *2ter*, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. *2ter*. § 1. De kennisgeving bedoeld in artikel *2bis*, § 2 en het verzoek bedoeld in artikel *2bis*, § 6, moeten gericht worden aan de Voorzitter van het Comité bij aangetekende brief of met bericht van ontvangst. Zij treden in werking op de datum vastgesteld door het Comité en ten laatste 8 bankwerkdagen na de dag van ontvangst door de Voorzitter van het Comité.

§ 2. Les demandes visées à l'article 2bis, § 3, doivent être adressées au Président du Comité par lettre recommandée ou avec accusé de réception.

Le Comité instruit la demande d'admission et peut exiger la production de toute information complémentaire utile à son instruction.

Le Comité se prononce sur la demande d'admission dans les deux mois de sa réception ou de la réception de l'information complémentaire. Il peut limiter les activités du demandeur sur le marché visé à l'article 2 aux transactions sur un ou plusieurs des instruments financiers qui y sont négociés.

Les décisions du Comité sont notifiées au demandeur par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception. L'absence de décision dans le délai de deux mois visé à l'alinéa 3 vaut rejet de la demande.

§ 3. Le Comité dresse, tient à jour et rend publique de la façon qu'il détermine la liste des membres du marché visé à l'article 2. Il omet de la liste les membres qui ont perdu l'agrément prudentiel en vertu duquel ils avaient été admis".

Art. 5. Dans l'article 5, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « , sans préjudice de l'usage des pouvoirs conférés au Comité par ou en vertu d'autres dispositions législatives » sont insérés entre les mots « d'un Fonds des rentes » et « . Il peut également ».

Art. 6. § 1^{er}. Le § 2 de l'article 6 est remplacé par la disposition suivante : « Art. 6bis. Un recours en appel contre une décision prise en application des articles 2ter, § 2 et 6, § 1^{er}, peut être introduit auprès de la Commission d'appel instituée par l'article 24 de la loi.

Les modalités d'introduction, d'instruction et de jugement de ce recours sont fixées par la réglementation relative à la procédure de recours devant la Commission d'appel. »

§ 2. A l'article 6, les mots « § 3 » sont remplacés par « § 2 ».

Art. 7. L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. Sans préjudice de l'article 2, § 3, de la loi et par application de son article 2, § 4, les investisseurs établis en Belgique sont tenus d'effectuer leurs transactions sur obligations linéaires, titres scindés et certificats de trésorerie soit avec une entreprise ou un établissement visé à l'article 2, § 1^{er} ou § 2 de la loi intervenant comme mandataire, commissionnaire, courtier ou contrepartie, soit avec une société de courtage en instruments financiers visée au livre II, titre II de la loi intervenant en qualité de courtier ».

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 septembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre,
Ministre des Finances et du Commerce Extérieur,
Ph. MAYSTADT

§ 2. De aanvragen bedoeld in artikel 2bis, § 3, moeten gericht worden aan de Voorzitter van het Comité bij aangetekende brief of met bericht van ontvangst.

Het Comité onderzoekt de aanvraag tot toelating en kan de overlegging eisen van iedere bijkomende informatie die nuttig is voor zijn onderzoek.

Het Comité spreekt zich uit over de aanvraag binnen de twee maanden na de ontvangst ervan of na de ontvangst van de bijkomende informatie. Het kan de activiteiten van de aanvrager op de markt bedoeld in artikel 2 beperken tot de transacties in één of meerdere financiële instrumenten die daar verhandeld worden.

De beslissingen van het Comité worden aan de aanvrager betekend bij aangetekende brief of met bericht van ontvangst. Het ontbreken van een beslissing binnen de termijn van twee maanden bedoeld in lid 3 staat gelijk met een verwerping van de aanvraag.

§ 3. De lijst van de leden van de markt bedoeld in artikel 2 wordt door het Comité opgesteld, bijgehouden en bekendgemaakt op de wijze die het bepaalt. De leden die de prudentiële aanvaarding krachtens dewelke zij toegelaten werden verloren hebben, worden door het Comité van de lijst geschrapt ».

Art. 5. In artikel 5, § 1, van hetzelfde besluit, worden tussen de woorden « van een Rentenfonds » en « . Het kan eveneens » de woorden « , zonder afbreuk te doen aan het gebruik van de bevoegdheden toegekend aan het Comité door of krachtens andere wettelijke bepalingen » ingevoegd.

Art. 6. § 1. Artikel 6, § 2, wordt vervangen door de volgende bepaling : « Art. 6bis. Beroep tegen een beslissing genomen in toepassing van de artikelen 2ter, § 2, en 6, § 1, kan worden ingesteld bij de Commissie van Beroep die werd opgericht bij artikel 24 van de wet.

De modaliteiten van instelling, van onderzoek en van beoordeling van dit beroep worden bepaald door de reglementering betreffende de procedure van beroep voor de Commissie van Beroep. »

§ 2. In artikel 6 worden de woorden « § 3 » vervangen door « § 2 ».

Art. 7. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 11. Zonder afbreuk te doen aan artikel 2, § 3, van de wet en in toepassing van haar artikel 2, § 4, moeten de in België gevestigde beleggers hun transacties in lineaire obligaties, gesplitste effecten en schatkistcertificaten uitvoeren hetzij met een onderneming of een instelling bedoeld in artikel 2, § 1 of § 2 van de wet die optreedt als lasthebber, commissionair, makelaar of tegenpartij, hetzij met een vennootschap van makelarij in financiële instrumenten bedoeld in boek II, titel II van de wet die optreedt in de hoedanigheid van makelaar ».

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 9. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 september 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister,
Minister van Financiën en van Buitenlandse Handel,
Ph. MAYSTADT

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 97 — 2130

[S - C - 97/22488]

30 MAI 1997. — Arrêté royal relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents de l'Office national des vacances annuelles

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1^{er}, remplacé par la loi du 22 juillet 1993;

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 97 — 2130

[S - C - 97/22488]

30 MEI 1997. — Koninklijk besluit betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren van de Rijksdienst voor jaarlijkse vakantie kunnen titularis zijn

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, vervangen bij de wet van 22 juli 1993;